

## Débat d'orientation budgétaire 2013.

Le contexte de la discussion sur l'orientation budgétaire de notre ville est encore une fois marqué par la crise économique et sociale. On aura encore cette année, une augmentation des dépenses et une baisse des recettes. Vous le dites vous-mêmes: « *les collectivités devront être associées à l'effort de redressement national* », une formule bien soft pour dire que la politique d'austérité du gouvernement va s'appliquer aussi aux collectivités locales. L'an passé pour équilibrer le budget vous aviez dû emprunter 400 000 euros (DOB page 5). Rien de tel cette année.

Je rappelle que Louviers est une petite ville déjà lourdement endettée si on la compare la moyenne de sa strate. La dette correspond à près de 2 000 euros par habitant.

Je suis surpris que pour expliquer que les dépenses de la ville augmentent « naturellement » à cause de l'augmentation des prix, vous preniez pour exemples le prix des transports des enfants et celui de la location de la crèche Beaulieu. Pour les transports, c'est vous qui avez négocié le contrat avec VTNI. Vous devez bien savoir ce que vous avez signé. Pour la location des préfabriqués pour remplacer la crèche, encore une fois, vous devez bien savoir ce que vous avez signé et connaître, donc prévoir l'augmentation du coût de la location.

Une bonne orientation budgétaire municipale consiste à chercher à augmenter les recettes en évitant au maximum le recours à l'augmentation des impôts. Augmenter les impôts n'est pas critiquable en soi. Ce qui l'est c'est de le faire, comme vous l'avez fait, en période de crise économique grave, ce qui a accentué la baisse du pouvoir d'achat des ménages déjà bien mis à mal.

Mais une bonne orientation budgétaire, c'est aussi chercher à diminuer les dépenses sans impacter les services rendus à la population surtout aux ménages les plus fragilisés par la crise; en diminuant les dépenses de prestige par exemple, j'y reviendrai. Investir oui, mais il est essentiel de se poser les questions : investir pour qui ? investir pour quoi ?

Cette année encore, on voit comment vous allez procéder quand on lit page 5 que les collectivités doivent « *rationaliser au maximum les moyens humains et financiers* », ce que je traduis par l'emploi municipal va encore morfler ! D'ailleurs votre politique en ce domaine ne varie pas : vous allez continuer à ne pas remplacer les départs à la retraite et à réorganiser les services (page 19), vous n'embauchez que sous contrat court sans perspective de conversion en contrat longue durée.

Mais cette fois-ci on assiste à une accélération du processus de précarisation de l'emploi municipal puisque vous allez recruter dans le cadre du dispositif Emplois d'Avenir. Emplois qui n'ont d'avenir que le nom, puisqu'il s'agit d'employer sur un temps donné des jeunes à un bas salaire. Bien sûr pour faire passer la pilule, le langage technocratique des communicants est bien utile, donc on nous précise que ces emplois s'adresseront à des jeunes de 16 à 25 ans, peu ou pas qualifiés, que ça va être l'occasion formidable pour eux de mettre le pied dans le monde du travail, d'acquérir une première expérience... Mais en quoi le fait d'être jeune et peu qualifié, voire pas qualifié du tout, implique forcément d'avoir un emploi limité dans le temps payé 900 euros par mois ? Est-ce qu'une personne sous prétexte d'être jeune peut vivre indépendamment de ses parents et démarrer de façon autonome dans la vie ?

Vous précisez page 20 que les « *économies faites vont servir à la création de postes pour des besoins nouveaux* ». Quels besoins nouveaux ? Vous restez dans le flou : un peu léger dans un document sur votre orientation budgétaire.

Je rappelle quand même que l'emploi sous contrat représente 1/3 des emplois de la ville et cela ira en s'aggravant si vous êtes réélus en 2014.

Je terminerai avec un exemple concret : un départ à la retraite à la médiathèque en octobre n'a pas été compensé. Résultat : ce sont les enfants de Grande Section, donc ceux qui se préparent à la dure tâche d'apprendre à lire l'an prochain, qui ne pourront plus bénéficier des animations lecture organisées chaque année, faute de personnel en nombre suffisant. Et les enfants de PS et MS n'auront qu'une seule séance au lieu de 3 les années passées. Voilà le résultat de votre politique d'austérité menée sur l'emploi municipal.

En revanche, il est possible de faire des économies. Sur le trop célèbre budget « fêtes et cérémonies » qui lui ne connaît pas la crise. Bien loin des promesses électorales de 1995 où vous affirmiez que jamais vous ne gaspilleriez l'argent public comme votre prédécesseur, on assiste aujourd'hui à un gaspillage d'argent dans des cérémonies certes qui en jettent comme on dit, mais qui sont largement au-dessus des moyens de la ville. Vous prétendez que vous voulez réunir les Lovériens dans des moments festifs : très bien, mais ça ne peut pas se faire plus simplement ?

Prenons des exemples :

Les vœux du maire. Chaque année on assiste à un véritable one-man show où le maire se met en scène. Bien loin de la convivialité revendiquée, il s'agit de l'auto-promotion du maire qui se prend pour un grand personnage. 21 617 euros pour la seule soirée des vœux de 2008. Faut dire que c'était l'année des élections municipales.

Mais il y a pire !

Depuis 2008, nous réclamions les factures de la soirée du 29 mai 2006. Malgré les promesses réitérées de nous les fournir, nous nous sommes lassés d'attendre et nous avons saisi la CADA. C'est quand même un comble qu'un maire qui se dit si soucieux des finances de sa commune attende d'être contraint pour produire des documents qu'il serait si simple de montrer au moment où ils sont réclamés. Le maire qui déborde de mauvaise foi n'hésite pas à écrire dans l'édito du journal municipal que les opposants coûtent de l'argent à la commune en obligeant le personnel du service financier à faire les recherches : c'est sûr plus de 6 ans après c'est plus long et plus compliqué.

Donc pour ce seul évènement d'auto-promotion, il en a coûté aux Lovériens 45 520 euros.

Nous vous le redisons encore et toujours : faites simple ! Arrêtez l'étalage et le gaspillage !

Je ne vais pas vous demander combien a coûté la soirée d'inauguration de l'école de musique, vous ne nous le direz pas, du coup les bruits les plus fantasques vont circuler. Mais nous savons que des Lovériens vous ont pris à partie sur le sujet le soir même.

En résumé, je dirai que nos analyses divergent.

Si nous avons en charge les finances de la ville, nous n'aurions pas la même politique budgétaire, mais ça vous le savez depuis le temps que nous le répétons ici même.

- Investir oui, mais en tenant compte de la capacité financière de la ville et se poser les questions : investir pour qui et pour quoi faire ?

- Plus de dépenses sociales pour aider les plus fragiles dans la tourmente de la crise : gratuité des crèches, des cantines, des garderies, de l'aide aux devoirs, pour les plus démunis.

- Gratuité des transports publics menée en concertation avec la CASE (vous y avez un très large pouvoir de décision, ça ne serait pas difficile)

- Economies sur le budget « fêtes et cérémonies », le budget « communication ».

- Abandon de la vidéo surveillance aussi coûteuse qu'inutile.

- des économies d'énergies pourraient également être faites

Sur votre politique d'investissement. On l'a dit et redit, Louviers avait grand besoin de renouveau. Dès 1995, la ville s'est embellie, vous avez lancé des investissements que nous avons soutenus. Sauf que la machine s'est emballée. Oui, à un moment il aurait fallu ralentir et prévoir des travaux moins fastueux. Quand les finances ne suivent plus au point d'augmenter les impôts, il faut ralentir.

+ Sur le centre d'art contemporain par exemple, nous le redisons, cet investissement est inutile tant que le musée peut accueillir des expositions d'art contemporain, ce qu'il fait.

+ Sur l'école de musique, oui il fallait rénover le cloître des Pénitents mais nous sommes persuadés que votre volonté de marier absolument les styles ancien et contemporain nous coûte cher. Comme le jardin de la villa Calderon qui a coûté 1 million d'euro, même si des subventions extra municipales sont venues arroser le projet, la dépense est aberrante.

A votre place, nous aurions aussi mené une politique d'investissement moins fastueuse pour mener une politique de fonctionnement plus sociale.

Pour nous le rôle des services publics, donc des services municipaux, c'est de servir de rempart pour protéger les plus faibles d'entre nous. Et en cette période de crise aggravée, c'est plus que jamais nécessaire.

Comment développer les services publics, les services rendus à la population ?

Comment améliorer la vie quotidienne du plus grand nombre ?

Comment protéger notre environnement ? Notre santé ?

Je le redis ici ce soir, pour nous, ce débat ne devrait pas seulement avoir lieu au niveau des élus du conseil municipal, mais avec l'ensemble de la population. Nous ferions en sorte que la population débatte et décide de ses priorités pour la ville, là serait l'enjeu d'une vraie démocratie participative.

Améliorer les services publics c'est aussi stopper les partenariats avec le privé pour gérer les services. Nous mettrions tous nos efforts pour convaincre les élus de la case d'interrompre le contrat avec Véolia pour l'eau, les bus. Nous installerions de vraies régies publiques pour la production, la distribution, l'assainissement de l'eau, pour les déchets, pour le chauffage, pour les bus. Nous mettrions en place la gratuité des transports comme ça se fait à Colomiers, Compiègne, Châteauroux, Issoudun, Mayenne.

Nous créerions des comités d'usagers de l'eau, des cantines, des transports, de la médiathèque...

Ce serait une bonne façon de connaître les besoins de la population, de tenir compte de ses demandes, de modifier l'action municipale au besoin et de faire participer les gens à la vie de la commune.

On voit bien que gérer une ville c'est faire de la politique.